12

LA VÉRITÉ

SUR LE

CHOIX D'UN CANDIDAT

LA CRISE

PAR X.

MONTRÉAL

1875

I.

Il est des heures solennelles pour les peuples comme pour les individus ; les heures de crises, d'angoisses, de douleurs ; des heures enfin où votre ciel s'assombrit tout à coup, où l'avenir vous apparaît presque menaçant.

Nous sommes à l'une de ces tristes époques.

Dans le public, dans la rue, quand on se rencontre quelque part, c'est avec anxiété que l'on se demande ce qu'il arrivera demain, ce qui vient de se passer aujourd'hui.

Des manufactures vides de travailleurs, des ateliers fermés, de nombreux ouvriers sans travail, telles sont les nouvelles qui circulent de bouche en bouche, donnant à la panique actuelle une nouvelle intensité.

Nous ne voulons pas, comme tant de pessimistes imprudents ou mal intentionnés, venir aggraver la situation en en assombrissant le tableau par pure fantaisie.

Hélas ! les faits sont assez au vu et su de tout le monde pour parler avec une triste éloquence aux plus incrédules.

On aurait pu croire tout d'abord que cet état de marasme était momentané, superficiel, et qu'il ne s'agissait que de quelques jours à attendre, à passer, pour arriver à cette activité, à cet entrain qu'on est habitué à voir dans les affaires à ce moment de l'année.

Malheureusement, malgré les journaux libéraux et rouges, soutenant " que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, " et que l'on a bien tort de s'alarmer, elle est sonnée cette heure où il faudrait être aveugle pour ne pas voir que notre industrie et notre commerce sont en plein chômage.

En effet, que l'on compare l'aspect de nos manufactures, de nos ateliers, des quais à celui qui s'offrait l'année dernière, à la même époque, à tous les yeux ; que l'on compare aussi le chiffre des affaires qui se font dans cette fin de mois de juin au chiffre produit par les transactions du mois de juin de l'année précédente, et l'on obtiendra la conviction que la panique qui passe comme un fléau sur notre pays, est une profonde vérité.

Nous pourrions citer des faits particuliers dont nous avons été témoins qui prouvent que le mal a déjà porté de terribles coups dans certains foyers domestiques.

Avant d'arriver à frapper les regards du public en général, la misère de l'ouvrier prend différentes phases.

L'artisan attend d'abord chez lui le travail promis sous peu de jours ; ce travail étant retardé, cette promesse étant illusoire, il cherche autre part ; la recherche étant vaine, la gêne arrive, puis la faim ; alors il vend, pour presque rien, soit ses meubles, soit ses hardes. Il faut vivre.

Chez le commerçant, qui, naturellement compte sur la vente pour couvrir ses frais et ses avances, la crise est d'autant plus forte que le capital stagnant est haut. S'il a encore du pain pour attendre, il a la faillite suspendue sur sa tête comme l'épée de Damoclès.

Ainsi pour toutes les branches de l'industrie.

Nous le répétons, nous ne voulons rien grossir, encore moins envenimer, par des sophismes, cet état précaire dont nous souffrons, nous, comme tant d'autres.

Mais il faut pourtant avoir le courage de dire ce qui existe, ce qui frappe l'œil en tintant aux oreilles de tous.

Notre but n'étant pas de faire un gros volume, nous allons simplement essayer d'esquisser à vol d'oiseau d'où provient le mal, selon nous, et d'apporter notre appoint de bonne volonté pour en arrêter la marche, s'il est possible.

Et cette possibilité existe.

Comme il n'est pas un seul capitaliste, un seul industriel, un seul commerçant, un seul ouvrier qui ne désire que les travaux reprennent, que la confiance revienne, que les affaires retrouvent leur cours si brusquement interrompu, nous croyons que cette question intéressera assez tout le monde pour que le lecteur veuille bien nous prêter un moment d'attention.

La première question que l'on doit raisonnablement se poser, est celle-ci :

D'où provient la crise désastreuse dont notre Province, et Montréal en particulier, subissent les effets ?

Nous répondrons :

1o. La crise provient de ce que sans crier gare, tout à coup sans besoin avouable ou plausible, le gouvernement fédéral a retiré des banques canadiennes $6,000,000 pour les porter dans la Province d'Ontario pour couvrir les dépenses du Canal Welland, auxquels on ne pensait plus du tout.

2o. La crise provient de ce que le parti libéral, qui faisait tant de bruits, et qui avait de si beaux programmes, étant opposition et minorité, vient de prouver une fois de plus qu'il manque d'hommes aptes aux affaires gouvernementales, qu'il manque surtout de patriotisme et de justice pour la Province de Québec.

3o. La crise provient de ce projet de Traité de Réciprocité avec les Etats-Unis, qui cache sous un lit de roses l'abîme dans lequel on veut plonger notre industrie et nos manufactures canadiennes, pour les livrer, pieds et poings liés, à la concurrence écrasante et mortelle de nos voisins.

4o. La crise, la panique, le manque de confiance qui font la stagnation d'aujourd'hui, proviennent surtout de ce que dans le gouvernement fédéral, dans ce " si pur " ministère d'Ottawa, trop d'hommes sont achetés par les États-Unis, trop de gens touchent de l'or américain pour vendre le Canada, pour l'engloutir dans le gouffre béant de la République voisine.

Nous ne voulons pas citer de noms à l'appui de notre avancé ; ce serait pourtant facile, et nous ne chercherions pas loin dans l'alphabet pour trouver la première lettre ; mais si haute, si brillante que soit la personnalité que nous pourrions nommer, nous ne salissons pas notre plume à ce mesquin travail.

C'est l'annexion qu'il faut à certains Messieurs du ministère fédéral, c'est l'annexion qu'ils cherchent, qu'ils convoitent, à laquelle ils veulent arriver, pour laquelle il semble qu'on les a créés députés et ministres.

Il est facile de comprendre qu'en affamant le peuple on pourrait arriver à cette annexion tant désirée.

C'est peut-être pour cela que le gouvernement fédéral a inauguré son règne avec un impôt de $3,000,000.

Et lorsque les journaux conservateurs étonnés, ahuris, stupéfaits d'une pareille audace,—car il restait en caisses $2,000,000,—ont eu l'*audace* de demander pourquoi cet impôt de $3,000,000, les organes des *purs*, des *vrais amis du peuple*, des *honnêtes hommes*, des *revendicateurs* de la *justice*, leur ont répondu :

" Cet impôt de $3,000,000 ne frappe que le luxe ! "

Et il frappe en plein sur le thé, sur le café, sur le sucre de l'ouvrier, du pauvre !

Franchemeut, il faut avouer que partout les libéraux sont les mêmes.

Tromper le peuple en le prenant par son côté sensible, est la comédie qu'ils jouent tous les jours pour arriver au pouvoir.

Une fois là, ils sont plus orgueilleux, plus despotes, plus absorbants, plus personnels que n'importe quel tyran couronné que l'histoire ait cloué au pilori.

Mais dans ces vues générales d'un parti qui partout s'est tué par lui-même, nous pourrions nous égarer ; nous ne le voulons pas.

Nous laissons donc toutes les questions ultérieures qui écrasent devant l'opinion publique notre parti libéral, pour revenir à l'impôt d'abord, puis à la crise du jour, puis au traité de réciprocité, et surtout à l'annexion aux États, qui semble en être le corollaire forcé.

Pour cela, nous allons faire apparaître trois personnages, afin d'essayer de rendre plus claires les opinions que nous devons développer devant le public.

II.

Trois hommes causent sous les ombrages des arbres qui bordent le Champ-de-Mars, près du Palais-de-Justice.

L'un est peintre, l'autre menuisier, le troisième commis dans un magasiu de Marchandises Sèches.

Le Peintre.—L'année dernière, à pareille époque, j'avais dix *boss* qui m'offraient du travail ; aujourd'hui, j'ai ma femme malade, un enfant de plus que l'an passé, des dettes de l'hiver à payer, et pas une seule coppe d'ouvrage.

Le Menuisier.—Ça ne va pas bien en tout, pas un pouce d'ouvrage non plus. On dit partout que ce sont les embarras de la Banque Jacques-Cartier qui en sont la première cause, attendu que le gouvernement fédéral lui aurait retiré l'argent qu'il y avait mis. J'ai dû vendre quelques hardes et un habit pour vivre. C'est bien triste, mais je ne suis pas le seul, d'après ce que je vois. Un ouvrier de la Corporation me disait que l'on avait réduit ses gages d'un trente sous par

journée, et que l'on en avait déchargé beaucoup, malgré cette diminution.

Le Commis.—Dans le magasin, on ne fait rien; la vente ne va plus. On m'a donné congé pour quinze jours; j'ai dû forcément le prendre. Personne n'achète, m'a dit mon patron : je ne peux pas payer.

Le Peintre.—Il est impossible que cela dure, car bientôt tous les ouvriers seraient sur le pavé.

Le Commis.—Moi, je vois bien un bon remède à cette crise.

Le Peintre.—Lequel ?

Le Commis.—Ce serait que les conservateurs revinssent au pouvoir.

Le Peintre.—Il y a deux ans, c'est toi qui m'as engagé à voter pour un rouge.

Le Commis.—Oui, c'est vrai ; car il y a deux ans, je croyais au scandale du Pacifique et à tout ce que l'on vomissait alors sur mon parti ; je croyais surtout à ce programme d'économie, d'équité, de redressement, de justice, que les rouges prêchaient partout et sur tous les tons, et je saluai sans réfléchir cette aube nouvelle, ces hommes nouveaux qui devaient si bien diriger la barque de l'Etat et les deniers publics. A force de les entendre aboyer, j'ai cru qu'il y avait du danger, et je me suis mis de leur côté pour me garantir.

Le Peintre. — Tu changes donc d'opinion aujourd'hui ?

Le Commis. — Ce n'est pas d'opinion que je change ; c'est mon vote, ma bonne foi qui, pris par surprise, ont été déplacés, et que je fais revenir à la bonne cause.

Le Peintre. — Ma foi, tant pis ; tu m'a fais libéral, je reste libéral ; on ne peut pas changer tous les jours. D'abord, l'année dernière, les affaires allaient très-bien.

Le Commis. — Je suis de ton avis ; l'an passé, les affaires marchaient beaucoup mieux. Mais il est facile de comprendre pourquoi.

Le Peintre. — Pourquoi donc, puisqu'aussi bien que maintenant, c'était le parti libéral qui était au pouvoir ?

Le Commis. — Il est aisé à saisir qu'avec les $2,000,000 qui restaient en caisse lors de l'arrivée des rouges au pouvoir, plus les $3,000,000 d'impôt sur le sucre, le thé, le café, etc., etc., plus encore son programme à grand effet, à mots sonores

mais vides, la propagande éhontée de ses journaux soudoyés grassement, le rougisme pouvait tenir jusqu'à présent. N'ont-ils pas toujours trouvé des dupes, ces hommes qui savent si bien masquer l'ambition qui les ronge, l'égoïsme qui les éteint, sous l'étiquette du redressement des mœurs, des abus, sous l'étiquette de la pureté ?

Le Menuisier. — Pour moi, quand j'ai vu qu'il commençait par un impôt comme celui-là, et qu'il disait ne vouloir frapper que le luxe, j'ai beaucoup réfléchi.....mais il était trop tard ; j'avais voté pour lui.

Le Peintre. — J'avoue que je ne m'attendais pas non plus à un pareil commencement.....mais.....

Le Commis. — Après, il est venu la question de Riel et de Lépine, puis celle des Ecoles Libres, où les élèves ne doivent jamais entendre parler de religion, et que l'on force les catholiques à soutenir de leur argent. — Comme Canadien et comme Catholique, qu'est-ce que tu dis de cela, le peintre ?

Le Peintre. — Si tu attaques ces questions, je serais bien forcé de dire que le gouvernement actuel m'a trompé.

Le Commis. — Je suis bon garçon et n'irai pas plus loin sur ces faits capitaux. Je passerai sur bien d'autres, sur mille choses qui ont fait juger combien le parti libéral était mensonger dans son programme, dans ses hommes et dans ses journaux, pour arriver à la crise actuelle.

Le Menuisier. — Nous écoutons.

Le Commis. — La crise actuelle, qui met tant d'hommes sans travail et sans ressources, est la conséquence d'un calcul anti-national qui semble avoir pour but d'affamer le peuple, de ruiner nos industries, pour nous faire ouvrir les bras aux Etats-Unis, comme la seule porte de salut.

Le Peintre. — C'est aller peut-être un peu trop loin.

Le Menuisier. — Si ce n'est pas cela, c'est de l'imbécilité, ou une haine implacable contre la Province de Québec, parce qu'elle est catholique et conservatrice en général.

Le Peintre. — Cette haine me paraît imcompréhensible.

Le Commis. — Pourquoi donc le gouvernement fédéral a-t-il retiré brusquement, tout à-coup, $6,000,000 des Banques de cette Province pour les porter à Ontario ?

Le Peintre. — Je n'en sais rien.

Le Commis. — C'était soit-disant pour faire continuer les

travaux du Canal Welland, c'est-à-dire déshabiller Pierre pour habiller Jacques, comme on dit ; c'était aussi grossir les résultats désastreux pour nous de la crise qui existe en Angleterre sur les bois et aux Etats-Unis sur un peu de tout ; c'était inévitablement porter le trouble dans les affaires de notre Province.

Le Menuisier. — C'est ce qui est arrivé.

Le Peintre. — Il n'y a pas moyen de dire le contraire.

Le Commis. — Et le traité de réciprocité ? N'est-il pas assez absurde, assez criminel, assez bête ! .. .. Croire que 4,000,000 d'âmes pourront lutter contre 38,000,000 ou 40,000,000, cela dépasse ce que l'on a vu de plus stupide jusqu'à ce jour fait par des hommes d'état.

Le Peintre. — J'avoue franchement que je suis contre le traité de réciprocité, car le Canada n'a rien à y gagner, mais au contraire tout à perdre.

Le commis.— Sans doute ! Mais voilà pourquoi justement certains hommes s'acharnent tant à le soutenir. Avec la ruine de nos manufactures, de notre industrie, de notre commerce, tout le monde souffrira ; alors, aussi, on jetera le masque, et l'on nous dira : si vous voulez du travail, de la vie ; si vous voulez exister, non plus comme peuple, mais, au contraire, en perdant votre nationalité, les Etats-Unis sont là qui vous tendent les bras !

Le peintre.— Il faudrait bien passer par là si la crise durait trop longtemps et qu'il n'y eût pas d'autre moyen d'en sortir.

Le commis.— Il existe une autre porte plus honorable, plus prudente, plus sage, et surtout plus patriotique pour sortir de cette mauvaise passe où nous sommes : c'est, comme je le disais tout à l'heure, de se rallier franchement, loyalement au parti conservateur qui a fait de nous un grand peuple par la Confédération.

Le peintre.—Ah ! Cartier n'était pas un imbécile, et c'est une grande et bonne idée qu'il a eu là.

Le menuisier.— Sans lui, le Canada ne serait peut-être qu'une Province de plus dans les Etats-Unis.

Le peintre.— Et nous y serions noyés.

Le commis.— Ce qui n'empêche que nous ayions une force de reproduction, d'accroissement de population triple de celle des Yankees.

Le peintre.— J'admettais bien d'être libéral; j'admettais bien encore les impôts par lesquels ce parti nous a fait payer sa confiance en lui, en ses promesses; j'avais encore passé sur la question de Manitoba qui me paraissait fort embrouillée, sur celle des Ecoles que je ne comprenais pas assez, et pourtant je suis Catholique et Canadien avant tout; mais si, comme tu viens de me le prouver, la crise actuelle est l'œuvre du gouvernement ou le fruit de la turpitude de ses hommes d'état; si on ajoute à cela le traité de réciprocité, et comme couronnement l'annexion, alors, vois-tu, alors je proteste de toute la force de mon besoin de vivre et de mon droit de rester Canadien. Du reste, je connais les Etats; ses administrations financières et politiques me font peur; je préfère cent fois la constitution et l'organisation intimes de mon beau Canada à tout ce que l'on peut nous promettre là-bas. Après tout, chacun sait cela, les Américains de la République aux quarante étoiles, sont les gascons de ce continent, c'est-à-dire qu'ils sont vantards et blagueurs..... Je préfère mon pays, et je redeviens conservateur, puisqu'il en est ainsi.

Le commis.— Et tu as raison. Là, du moins, on est sûr de ne pas trouver des petits parvenus à tête chaude ou fêlée, qui n'ont hurlé d'abus et de redressements, en couvrant leurs adversaires d'injures, que par pure jalousie, que pour mieux pouvoir s'emplir les poches derrière le masque d'une honnêteté, d'un patriotisme de paccotilles.

C'est sous le drapeau conservateur que notre peuple, tout enfant qu'il était il y a cent ans à peine, est devenu un grand homme avec 4,000,000 de poitrines. C'est sous ce principe de progrès sagement conduit, de travail, de justice, d'honnêteté, de religion et de confiance, que le Canada a vu s'épanouir nos manufactures, nos industries, notre commerce, notre richesse, le bien-être, et que sont surgis de terre, comme par enchantement, de nombreuses villes et villages, agrandissant chaque jour leur ceinture pour faire place aux étrangers de tous pays

C'est sous le drapean conservateur que l'Etat, s'inspirant aux lois salutaires de l'Eglise, y puisant sa lumière et sa force, a su donner à chacun sa part, en conservant les intérêts de tous, tant dans l'ordre matériel que dans l'ordre moral.

Dans le parti opposé, que voyons-nous de stable, de sérieux, d'honnête, pouvant rallier la confiance publique aux hommes d'Etat qui en sont les chefs de file?

Rien, ou presque rien.

On peut, en constatant les tristes résultats des deux ans de règne du parti libéral-rouge en Canada, en chercher d'autres preuves dans la vieille Europe.

Qu'ont-ils fait partout, les libéraux et les rouges ?

Ils ont commencé par saper avec l'arme ignoble de la calomnie, de la jalousie, de la haine, les partis conservateurs ; ils ont soulevé les masses par ces grands mots de *liberté*, d'*égalité* et de *fraternité*, d'*abus* à redresser, de *justice*. Et lorsque le lion populaire, ivre de l'éloquence empoisonnée de ces hommes qui ne reculent devant aucun crime pour assouvir leur ambition, — eut renversé tout ce qu'il avait aimé, béni, honoré, respecté, ils sont venus, eux, *les grands patriotes*, comme des chiens avides à la curée, se partager les dépouilles, se revêtir de cette autorité qu'ils abhoraient chez les autres, et, relevant leur tête insolente de spoliateurs, ils sont devenus plus tyrans, plus insatiables, que ceux dont ils avaient lâchement usurpé la prérogative et le droit.

Toute l'histoire du libéralisme rouge de tous les pays, tient dans ces quelques mots. Ils semblent comme Attila, le roi des Huns, être le fléau que Dieu envoie par intervalle pour montrer au peuple qu'il s'écarte de la bonne voie. Et voyez comme cela est vrai : Il n'est pas un gouvernement rouge qui ne tombe sous le fardeau de ses crimes, de ses attentats, sous celui de la réprobation universelle. Pourtant son règne est presque toujours éphémère, c'est-à-dire l'espace d'un instant dans la vie d'une nation.

Est-il possible que tous les peuples se trompent en ce qui concerne les intérêts, leur gloire ? Non, n'est-ce pas ?

Eh bien, la preuve la plus palpable que le parti libéral est partout anti-national, c'est qu'il n'arrive au pouvoir que par surprise, que dans un moment d'affolement général, et qu'il tombe aussitôt que le calme se fait dans les esprits, que la réflexion vient, que le sens du droit, du vrai, du juste, reprend possession du cœur des honnêtes gens.

LE MENUISIER.—Voilà qui est parlé. Je comprends maintenant que c'est parce qu'ils ont ameuté le peuple sur la question du Pacifique, parce qu'ils ont grossi de mille fois les choses, que nos libéraux sont au pouvoir. Mais le calme s'est fait, la lumière est venue, ces Messieurs beaux parleurs ne resteront pas longtemps debout.

LE PEINTRE.—Je ne le pense pas non plus ; leurs plus chauds partisans tremblent devant cette crise ; ils disent tous que cela fera beaucoup de mal au parti ; ils comprennent qu'une grande

responsabilité pèse sur les libéraux au pouvoir et pourrait bien les écraser. Malgré cela, la lutte sera vigoureuse aux élections prochaines, car il n'y a rien comme un moribond pour tenir à la vie et s'y cramponner, — et le gouvernement libéral est à cet état critique.

Le Commis.—Oui, quelques bonnes élections, et il rendra le dernier soupir. Il aurait dû commencer par là. .... nous n'en serions pas où nous en sommes, hélas !

Un orage se préparait dans l'air ; les nuages s'amoncelaient sous la voûte céleste, un instant encore resplendissante d'azur et de flocons neigeux.

Les trois amis se séparèrent.

C'étaient trois votes de plus gagnés à la cause vraie du vrai peuple,—le parti conservateur.

III.

Puisque la plus petite brochure doit toujours finir par un résumé général des idées qu'elle comporte, nous allons suivre cette méthode en disant :

Cette crise qui tombe comme un coup de massue sur la tête du gouvernement fédéral, toute pénible et désastreuse qu'elle soit pour la Province de Québec, sera pour nous, pour les électeurs, comme un *contre-poison* à l'éloquence mensongère des rouges.

Le public qui marchait en aveugle sous la conduite de ces mentors aux programmes criblés de faussetés, d'infamies, se réveillera sûrement devant le spectre de la misère qui se dresse menaçante devant lui, conduit par les mains libérales.

La roche tarpéienne est près du Capitole. Les libéraux, les rouges sont au capitole et nous sur la fatale roche. L'abîme est là ; c'est à nous d'y prendre garde.

Que notre bulletin de vote soit le talisman qui nous sauvera du gouffre.

Si nous votons pour les libéraux, le traité de réciprocité viendra nous enserrer dans ses anneaux de fer, dans ce cercle fatal, nos manufactures feront en vain des efforts ; en vain le génie industriel national fera-t-il des merveilles, il tombera

fatalement sous une concurrence de 40,000,000 de producteurs étrangers, apportant librement sur nos marchés des marchandises dont le prix défiera toute compétition locale.

Nous savons que la vérilité, le courage, la patience sont innés dans l'âme canadienne ; mais, tout en tombant en héros, on n'en tombe pas moins.

Les conséquences d'une telle situation seraient que plus d'un tiers de nos travailleurs manqueraient de travail, que la misère serait à l'état permanent, que chacun de nous aurait à subir des mécomptes plus ou moins graves, qu'enfin l'appauvrissement et la ruine seraient notre avenir,

C'est dans ce qu'il exporte et non dans l'importation qu'un pays trouve le bien être et la richesse.

Eût-il toutes les mines d'or du monde à sa disposition, qu'un peuple recevant tout de l'étranger sans pouvoir presque rien produire, finirait par se ruiner quand même en enrichissant le peuple importateur.

C'est de l'économie politique élémentaire.

Il faut que les hommes d'Etat du Cabinet Outaouaisien soient bien bornés ou bien criminels pour vouloir ainsi lier une nation dans tout son travail, son commerce et son industrie.

Il faut aussi, en revanche, qu'ils aient une bien haute idée de l'énergie nationale pour vouloir lancer contre quatre pauvres millions de braves gens, trente-huit ou quarante millions d'adversaires pour la lutte des choses de la vie !

Certes, ceci honore le Canada. Mais un tarif de protection pour nos produits, un tarif qui sauvegarderait les intérêts généraux et particuliers, serait, sans être aussi chevaleresque, plus utile, plus sage, plus juste, plus patriotique, et surtout moins absurde.

Ce tarif protecteur, ce tarif sauveur, le parti conservateur, le parti vraiment national celui-là, ne cesse de le défendre, de le propager, et par ses organes et par ses orateurs.

Ce traité de protection, les conservateurs le veulent à tout prix, car ils connaissent les affaires, les besoins du pays, car ils sont avant tout bons citoyens.

Electeurs, le 7 Juillet n'est pas loin. A vous de faire votre devoir, de sauvegarder vos intérêts, en défendant la fortune, l'avenir du pays.

L'heure est critique et solennelle. Le règne des libéraux

doit finir ; il doit être à chaque élection nouvelle, frappé par le bon sens des citoyens.

Sinon, l'horizon déjà si sombre deviendra noir ; et dans les ténèbres de la panique, du sépulcre de nos industries, nous n'aurons plus qu'un fil pour nous conduire vers les Etats Unis.

C'est là qu'on veut nous emmener, ou du moins tout semble le faire croire.

On dirait que certains messieurs reçoivent de l'or pour hâter ce voyage dans lequel doit s'engloutir toute une nationalité.

Ce mot de Canadien-Français paraît choquer l'oreille de plusieurs grands *petits hommes*, on voudrait l'effacer du monde et de l'histoire.

Mais les fils de Champlain sont là. Ce serait douter de leur intelligence, de leur patriotisme que de croire un seul instant qu'ils ne se serviront pas de leur bulletin de vote pour défendre à la fois leur avenir menacé et leur nom de Canadien-Français.

Qu'on s'en souvienne bien : c'est surtout dans la protection expresse de notre industrie, de nos manufactures, de notre commerce que se trouve la pierre angulaire contre laquelle doivent venir se briser tous les projets et tous les efforts que l'on fait pour nous soumettre.

Eh bien ! le parti conservateur, avec son passé illustre, est encore aujourd'hui le champion vaillant et éclairé de cette cause nationale de la protection.

Le 7 juillet nous dira si l'on s'est souvenu qu'il est toujours prêt à combattre dans l'intérêt de tous.

Tout fait espérer et croire que les électeurs s'en souviendront.

A plus tard donc.

Post-scriptum.—Cinq mille ouvriers, mis sur le pavé par le tarif du Gouvernement Fédéral, demandent du pain!

Lisez :—

AUX OUVRIERS!

MESSIEURS,

Le Comité, chargé de s'adjoindre des hommes compétents pour rédiger une résolution définissant le besoin que nous ressentons d'un changement de TARIF, a l'honneur de vous informer par la présente Circulaire que les Messieurs composant l'Association des Marchands de Chaussures et de Cuir, " The Shoe and Leather Association, " se sont réunis en Assemblée Générale, le 23 courant, et ont secondé nos efforts en passant la résolution qui suit :

" Montréal, 23 Juin 1875.

" Proposé par G. BOIVIN, secondé par E. F. AMES, et résolu : Que nous, membres de " The Shoe and Leather Association " et autres dans la même ligne, désirons insister auprès de notre Gouvernement Fédéral, afin qu'il nous accorde une protection incidente égale au Tarif des Etats-Unis contre nous, sur toute espèce de Chaussures, de quelque matière qu'elles soient fabriquées, et que l'on prépare des requêtes qui devront être signées et présentées à l'Honorable Ministre des Finances."

" Proposé par M. ROLLAND, secondé par M. J. D. PELLETIER, et résolu : Qu'un Comité formé de Messieurs Boivin, Mullarky, McLaren et Murphy, rédige ces requêtes et les fasse signer et parvenir à l'Honorable Ministre des Finances. "

Vous voyez par là que votre mouvement, commencé par quelques pauvres ouvriers, reçoit aujourd'hui l'approbation et le support actif d'associations et d'hommes aussi compétents que respectable :—tels que le " Shoe and Leather Association," les membres de la Société Manufacturière de Chaussures des MM. Côté, de la ville de St. Hyacinthe, et d'un très grand nombre de citoyens les plus marquants qui sont prêts à mettre à votre service toute leur influence, afin que justice vous soit rendue.

Inutile maintenant de vous dire ce que vous devez penser

de ces journaux et de ces hommes qui tout en se disant vos amis, ont eu l'effronterie d'appeler votre grande et imposante assemblée, "une réunion de *Communistes et de Pétroleux*." De tels excès de leur part, met au grand jour leur bonne foi et la valeur de leurs principes.

Par ordre du comité.

Montréal, 28 juin 1875.

M. Jetté va à cette assemblée. Au lieu de parler raison et tarif, il débite des niaiseries sur le compte des conservateurs. L'assemblée, trompée et blaguée par Jetté et ses acolytes, ne pût même faire adopter ces résolutions si anodines, qui se contentent de demander un petit remaniement de tarif afin d'empêcher dix mille personnes de mourir de faim.

Et le programme du parti national, qui a élu M. Jetté, disait :

PROTECTION A NOS MANUFACTURES.

Quels Judas !

Bah ! Ces gens ne pensent qu'à s'enrichir et à voler—qui, les capitalistes écossais, qui, à Frédéricton, qui au Canal Lachine, etc., etc.

Leur seule ambition est de rouler carosse. Que leur font à eux les larmes des femmes et des enfants des ouvriers mourant de faim ?

t vos
sante
'. De
foi et

rai-
nser-
aco-
nes,
tarif

, di-

qui,
nal

ont
ers